

Bernard Maris

La reconquête de l'économie dans ses dimensions politique et éthique

« Nous sommes du côté des anges, du côté des gentils »

Jeff Skilling, ex-patron d'Enron

Dans économie, politique et éthique, il y a apparemment trois dimensions, que l'on peut appréhender comme trois niveaux ou trois domaines d'analyse, ou encore comme trois «ordres» au sens pascalien du terme, c'est-à-dire des ensembles homogènes et autonomes obéissant à des «lois».

Nous nous proposons d'examiner ici deux intersections : économie et politique, économie et éthique. Autant la première est facile d'analyse, autant la seconde est complexe. L'éthique introduit un «dépassement» de l'économie vers autre chose (la civilisation, la paix, le bonheur...) alors que la politique ne dépasse en rien l'économie et son problème constitutif, la rareté. La politique est l'économie.

1- Le normatif dans l'économie.

Les rapports de l'économie et de la politique sont assez simples. L'économie a prétendu chasser le politique, et d'économie politique (science de l'action gouvernementale) elle est devenue «science» économique. Elle a voulu «naturaliser» les rapports humains d'échange et de production, naturalisation pourtant bien peu convaincante. Les politiques économiques (la désinflation compétitive, les politiques

incitatives pour attirer à tout prix les capitaux, un fétichisme de la croissance sans que son contenu soit jamais précisé, la priorité accordée au côté de l'offre etc., n'ont rien de «naturel» ou d'«objectif» : elles sont voulues par des castes en général assez bornées. Or la normativité des politiques économiques (il faut aller vers l'efficacité de la concurrence parfaite) est la preuve que la politique est au cœur de l'économie: simplement le Prince a trouvé commode de se décharger du sale travail (aider à l'extraction de la plus-value) sur des «lois» objectives prônées par des «experts» qui, n'étant pas des savants, n'ont de comptes à rendre, comme ces derniers, qu'à l'«opinion». En se défaussant sur l'expert, prétendument scientifique, le Prince présente comme «objectif» ce qui relève en fait de son choix. Ce qui ne veut pas dire que toute décision appuyée sur des statistiques (à l'origine desquelles on trouve l'État) relève du mensonge ou de la politique de Ponce Pilate. La loi des grands nombres permet, par exemple, de justifier une politique de réduction des accidents de la route.

Dire que le politique est au cœur de l'économie, ne signifie pas prétendre que «tout est politique», une généralisation totalisante autant qu'improductive, de la même aune que «tout est marché». Le politique au cœur de l'économie signifie simplement un rapport du Prince avec les possédants (des capitalistes), autrement dit de l'autorité et du capital.

Pour le comprendre, il faut revenir à la naissance de l'économie comme «science». L'économie est née de la politique. La démographie pour les questions de guerres et d'impôt a toujours passionné les princes. Et toujours les économistes se sont placés, discrets et rusés, à l'ombre de la politique. Adam Smith est l'apôtre des industriels libéraux, tournés vers l'extérieur, face aux industriels «nationalistes» et recherchant le soutien public; Ricardo plaide la cause des industriels face aux propriétaires fonciers; Quesnay et Gournay prêchaient la libre circulation des grains;

■ Des milliers d'ouvrages d'économie ont précédé celui de Montchrétien depuis «L'Économie» et la «Politique» d'Aristote. Le lecteur patient trouvera son économie politique dans la Bible. En France, la «Réponse aux paradoxes de Monsieur de Maltestroit» sur la question de l'inflation consécutive à l'afflux de métaux précieux espagnols, de Jean Bodin en 1568, est l'un des plus célèbres.

Say défend l'industrie; List est l'apôtre de la nation allemande naissante, Friedman défend les Etats-Unis, etc... les économistes ont toujours explicitement ou implicitement préconisé des recettes à l'État. La première utilisation du terme «économie politique» lui-même est attribuée à Antoine de Montchrestien¹, qui publie en 1615 un «Traité d'Économie Politique» destiné à Louis XIII. L'économie ne lui portera pas bonheur. Suite à un obscur complot religieux, il est tué dans une embuscade et le parlement de Rouen condamne son

cadavre à être mutilé, brûlé, et ses cendres dispersées au vent. Les économistes du FMI peuvent trembler rétrospectivement.

Les noces de l'économie et de la politique n'ont jamais été rompues. La volonté de construire une «Économie pure» pour reprendre les termes de Walras, Pareto et plus tard Allais, tous adorateurs du culte marial du marché, relève d'une tentative de masquer les rapports de l'économie et de la politique, de faire comme si une «science», neutre, objective, indiscutable, avec son principe, le «marché» s'imposait à la vie des hommes en société. Ficelle un peu voyante sur laquelle beaucoup d'économistes honnêtes n'hésitent pas à tirer ouvertement. Mais ils laissent croire qu'ils représentent et font la «loi scientifique». Pourquoi, par exemple, dès le départ refusent-ils (Turgot, Smith, Say et jusqu'à aujourd'hui Friedman) tout rôle de la monnaie sur l'économie au mépris de toute vraisemblance. Pour eux, en effet, les produits s'échangent contre les produits sans incidence de l'argent. Pendant deux siècles², jusqu'à Keynes (si l'on met héroïquement Marx entre parenthèses) les économistes ont nié, refoulé l'argent. Pourquoi?

Parce que l'argent est au cœur de la politique. L'argent est le nerf de la guerre. Qui le fabrique? Qui le distribue? Pour qui? «La condition permissive de l'élaboration de la théorie de la valeur (c'est-à-dire la théorie moderne du "marché",) fut la disqualification et l'élimination de la forme sous laquelle les grandeurs économiques se présentent, à savoir, les unités de compte et au-delà l'évacuation de toute grandeur monétaire»³. Les grandeurs économiques se présentent sous la forme de valeur, en argent. Or la monnaie est l'essence du «sociétal» et du «politique». Elle est associée aux seigneurs, au pouvoir, à la psychologie collective et aux rapports de force d'une société. Cette caractéristique embarrasse beaucoup l'économie «savante» qui préfère ignorer tout ce qui est rapport de force, de dépendance, de soumission, de pouvoir.

L'économie savante, l'économie de marché, prétend reposer sur un contrat synallagmatique, qui engage également les deux parties, la liberté des volontés, la raison d'individus indépendants. «Le travailleur choisit son patron autant que le patron choisit son travailleur!» souligne Paul-Antoine Samuelson. Trouvez-vous trace de pouvoir dans ce contrat? De la liberté, c'est tout. Et voilà que l'économie réalise ce tour de force: née des soucis du Prince, travaillant au départ pour lui, elle s'affirme «neutre», «scientifique», «pure» comme disaient Walras et Pareto. Elle laisse supposer qu'elle n'est pas normative. Alors qu'elle dit, sans cesse, ce qui doit être, et non ce qui est.

² Et ça continue aujourd'hui avec la théorie des cycles réels, qui s'efforce d'annihiler la monnaie dans l'explication des cycles.

³ Benetti et Cartelier, 1995, p. 219.

Les économistes, qui au départ étaient des conseillers en politique, ne seraient-ils pas, par quelque magie, devenus des savants, neutres et désintéressés ? Non. Conseillers ils furent, conseillers ils demeurent. Ils plaident la cause du « marché » et de « l'efficacité ». L'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement, 1998) l'AGCS (Accord général sur le commerce des services 2005) sont des décisions sur la libre circulation des investissements et des services inspirées par les économistes. Les nationalisations et les privatisations sont des décisions politiques. Les statistiques fournies par les instituts de prévision (l'INSEE par exemple) éclairent la politique économique du gouvernement. La racine de « statistique », disions-nous, est l'État. Avec la statistique, l'État norme et quadrille son territoire et ses sujets. Il dispose d'une double légitimité : celle des faits chiffrés, et celle de la « science » statistique elle-même, donnée par des lois statistiques comme la loi Normale, vraie loi statistique, et des prétendues lois économétriques. C'est pourquoi, au-delà du fait qu'il n'existe pas de loi économique au sens de loi physique, il n'existe jamais, non plus, de « loi » économique pure. Une « loi » économique est toujours entachée peu ou prou de « normativité ». De conseil. D'idéologie. Elle dit toujours ce qui doit être. Prenons l'exemple d'une « loi » qui dit que si le taux d'intérêt augmente, la demande de monnaie diminue. C'est une banale « loi » de la demande, bien innocente en apparence. Mais elle est fondée sur le modèle du marché de la monnaie, de l'équilibre et de la concurrence. Keynes, par exemple, n'a pas du tout cette perception du taux d'intérêt comme prix de l'argent sur un « marché » de l'argent. Pour lui le taux d'intérêt représente... une « angoisse collective » vis-à-vis du futur. Max Weber, Friedrich Hayek n'ont jamais nié la normativité de toute analyse économique : « Élaborer des jugements de valeur sur certaines mesures de politique économique, tel fut le but immédiat, et au départ unique de notre discipline » dit Max Weber⁴. « L'analyse économique n'a jamais été le produit d'une curiosité intellectuelle détachée relative au pourquoi des phénomènes sociaux, mais celui d'un besoin pressant de reconstruire un monde. »⁵ Reconstruire le monde : voilà l'ambition de l'économiste Gunnar Myrdal, un autre grand économiste qui partagea le prix Nobel avec Hayek, rejette lui aussi la notion de « science » économique, parce que l'économie n'est pas capable de distinguer « entre les énoncés scientifiques et les jugements de valeur. L'économie n'est pas une science neutre »⁶. Sous ses déguisements statistiques ou mathématiques, l'économiste porte des jugements de valeur. Ne jamais oublier.⁷

⁴ Essais sur les théories de la science, Plon, 1985 p. 121.

⁵ Cité par Brochier, p. 29.

⁶ Cité par Dostaler, p. 42.

2- L'impossible intégration de l'éthique par l'économie

Les rapports de l'économie et de l'éthique sont beaucoup plus difficiles à cerner. Il est relativement aisé de repérer la coupure entre la morale et la science : lorsque la science s'arrête – par exemple lorsque l'expérimentation ne joue plus et ne permet pas de tester les conséquences des OGM – surgissent la politique et la morale sous la forme du principe de précaution (la politique) et le refus d'engager la vie de générations qui n'ont rien décidé (la morale). La biologie peut dire comment cloner. La morale peut l'interdire. Qu'en est-il de l'économie ? Si l'on se place du point de vue de l'éthique – et non plus de la description des phénomènes économiques, de ce qu'on appelait l'économie « positive » – on est conduit à une nouvelle définition. Elle peut être considérée :

1- Comme la religion des dominants, des puissants, une idéologie si l'on préfère, dont le contenu est le « darwinisme social » : le triomphe des forts, l'élimination des faibles dans la jungle du marché, pour le plus grand profit de l'espèce humaine qui ne cesse d'améliorer son bien-être mesuré par le PIB.

2- Comme un pur discours logique, qui génère, comme toute logique, des énoncés faux, vrais ou indécidables. Par exemple, l'affirmation que « le marché est efficace » est contestable pour un économiste depuis la démonstration de la possibilité d'un équilibre de Nash. L'affirmation selon laquelle « la concurrence engendre davantage de concurrence » est réfutable (paradoxe de Grossman). Celle selon laquelle « on peut aller progressivement vers plus d'efficacité au moyen de la concurrence » est réfutée par le paradoxe de Lipsey Lancaster qui a démontré en 1956 que l'optimum de second rang n'est pas atteignable quand les conditions de celui de premier rang ne sont pas réunies. Inversement, l'économie par le biais de la croissance endogène et des rendements croissants peut soutenir tout à fait logiquement : « le non-marchand apporte plus, en termes de croissance, que le marchand à une société ». En tant que discours logique, cette économie-là s'oppose radicalement au « darwinisme social », qui constitue le discours idéologique de l'économie dominante. De sorte que, contrairement à la biologie (et aux sciences dures), qui trouve leurs limites à l'extérieur, par la morale, le

■ Le « Paradoxe de Lucas », du nom d'un grand économiste américain, Prix Nobel 1995, dit en substance la même chose : un modèle de politique économique, ces modèles que les ministres des finances utilisent pour élaborer leurs budgets ne peut exister indépendamment de la volonté des hommes politiques. « Les modèles sont ventriloques », disait Raymond Barre, meilleur économiste de France. Ils racontent ce que le pouvoir politique a envie de leur faire dire. Ce qu'un autre prix Nobel, Wassili Léontief, prix Nobel 1973, disait de façon plus triviale : « A model? Garbage in, garbage out ». Quand on sait qu'il inventa les fameux tableaux entrée-sorties, matrices de la comptabilité nationale !

droit, la coutume... l'économie trouve ses limites en elle-même. Et celles-ci sont d'ordre logique.

La morale peut être définie, à notre avis, comme la science individuelle du bien et du mal. En ce sens –qui n'engage que nous– nous donnons à morale un contenu subjectif par opposition à un contenu éthique, ou des règles pour la direction des activités humaines pourraient surgir de quelque chose de collectif (lois, coutumes, principes, conventions...). Il est frappant de voir que le « bien » ou la « valeur » ou encore la « richesse » (concepts éminemment moraux) ont été accaparés par l'économie, dans sa volonté de naturaliser les rapports humains (au sens de les soumettre à des lois naturelles, du même ordre que les lois physiques). La morale de l'économie est le libéralisme: l'offre et la demande définissent le bien, le mal, la valeur, la richesse, la justice. La *Revue Économique* ouvre un de ses derniers numéros sur le « marché de la justice », ce qui montre bien que l'économie libérale a vocation à définir la valeur de la justice, valeur qui ne peut être immanente, supérieure, mais qui est simplement le fruit de la confrontation d'intérêts égoïstes par définition non mesurables, non objectivables.

La morale proposée par l'économie est le laissez-faire, sachant que les conflits de libertés (les conflits d'intérêts) seront harmonieusement résolus par le marché. L'économie se méfie a priori de « règles » ou de « grands principes » qui seraient à côté, ou pire, au-dessus d'elle. En revanche, elle serait assez favorable à une économie tempérée par la morale, du type « capitalisme compassionnel » (l'expression est de George Bush, mais elle relève du victorianisme le plus plat). Le capitalisme produit des souffrances naturelles, malgré lui, comme les tremblements de terre, atténuons ces souffrances nous qui sommes de pays sans secousses sismiques ou nous qui sommes les nantis. Fermons les usines, mais ouvrons le Bazar de la Charité: la poussée, comme champignons après la pluie, de comités d'éthique ou de chartes d'éthique dans les entreprises, témoigne de ce capitalisme « compassionnel » qui s'arrête où commencent les lignes de bénéfice net dans les comptabilités. L'appel à la « responsabilité » des individus à propos des victimes de la canicule, permet d'oublier le cynisme d'un système pour qui « l'année la plus coûteuse, en termes de Sécurité Sociale, est la dernière année de vie » (Francis Mer). Le comité d'éthique de l'entreprise, relève du « cynisme », car il répond à l'injonction américaine: « Ethics pay ». Il est rentable d'être éthique. Or la morale, si nous nous souvenons de Kant, commence où finit l'intérêt: si j'agis en conformité avec la morale par intérêt, ou si je prêche la morale par intérêt, je me comporte comme une personne indigne, « inconvenable » au sens étymologique. Le propre de

la valeur morale d'une action est son désintéressement. La vieille question scolastique du prêt à intérêt (interdit parce que le temps n'appartient qu'à Dieu) est tout à fait d'actualité : le capitalisme, autorisant à certaines personnes de disposer du temps d'autrui par l'exploitation du travail, ne peut pas être un système moral.

Parlant d'exploitation, nous parlons de capitalisme, forme commune d'économie. Celui-ci est-il immoral ? Non. Ni cynique au fond. Cynisme est un mot mal choisi : indifférence convient mieux. Le capitalisme n'est pas cynique, il est par-delà le bien et le mal. Ajoutons qu'il s'est depuis longtemps débarrassé de Dieu. Pendant des siècles d'Occident chrétien, la religion répondait à peu près à la question morale : « Que dois-je faire ? ». La mort de Dieu, paradoxalement, souligne l'urgence d'une morale, qui ne soit pas simplement un « laissez-faire », c'est-à-dire une anti-morale.

L'économie n'interdit à personne d'être « moral ». Au contraire. Elle pourrait reprendre à son compte la formule « on ne peut pas transformer la société, si on ne se transforme pas soi-même », formule extrêmement commode pour éviter d'agir. Si l'on attend que les individus soient justes avant de s'occuper de justice, on attendra longtemps. Si l'on attend que tout un chacun ait un comportement écologique exemplaire avant de s'occuper d'écologie, on attendra longtemps aussi. À l'inverse, si l'on attend que la transformation de la société nous transforme, on n'a plus qu'à contempler la dégradation du monde...

3- Au-delà de l'économie, au-delà de la rareté.

Rareté, frustration, besoins, accumulation, exploitation de l'homme par l'homme, destruction de la nature : autant de maillons d'une même chaîne qui entrave l'être humain, autant d'étapes d'un nouveau cercle de l'enfer, un cercle qui ressemble beaucoup à ces roues dans lesquelles pédalent à l'infini les hamsters dans leur cage. Marx avait compris que pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, il fallait en finir avec le besoin : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.

L'économie relève de la production et du partage des choses entre les hommes. La politique relève de l'autorité et de la loi : qui fait la loi, qui a l'autorité pour l'appliquer. Soumettre la politique à l'économie relève de la barbarie libérale ; soumettre l'économie à la politique, relève d'une autre barbarie, collectiviste. « La morale, disait Lénine, c'est ce qui est au service de la destruction de l'ancienne société d'exploiteurs, et de l'union de tous les travailleurs autour du prolétariat, qui crée la nouvelle société communiste » ou encore : « La morale est subordonnée aux

intérêts de la lutte de classe du prolétariat»⁸. Mais les deux sont très proches, productivistes, anti-écologiques car elles relèvent du besoin et de la frustration. Il n'est pas sûr d'ailleurs que le plus grand ennemi de la Terre soit celui auquel l'on pense.

L'Intérêt («inter-être») renvoi au statut d'intermédiaire des marchands et des capitalistes : ceux qui achètent pour revendre; le communisme rêvait une société délivrée des intermédiaires marchands; un professeur est un intermédiaire: mais il est le contraire d'un intermédiaire marchand. Il donne sans rien perdre, acte d'anti-rareté par excellence que ne peut comprendre l'économie.

Briser la rareté, donc le problème économique, revient à privilégier des activités d'abondances, non exclusives, donc par essence anti-économiques comme la recherche, l'art, la transmission du savoir. Concluons en disant que l'éthique ne peut être qu'anti-économique. Mais pour cela, elle doit accepter la société d'abondance, c'est-à-dire le vieux rêve communiste de la prise au tas. La prise au tas anti-économique est le

⁸ Lénine, «La tache des unions de jeunesse», in Textes philosophiques, Éditions sociales, 1982, p. 285-286; cité par A. Comte Sponville, dans *Le capitalisme est-il moral?*, à paraître aux Éditions Albin Michel.

⁹ La pub Benetton restera pour moi l'une des choses les plus répugnantes commises par le capitalisme.

contraire du productivisme, du saccage de la nature, elle refuse la soumission de l'écologie à l'économie voire le mariage des deux. Elle privilégie l'acte gratuit, l'acte qui consiste à donner sans rien perdre, comme l'acte de recherche dans un colloque par exemple. La mort de l'économie (et des économistes) tellement souhaitée par Keynes au-delà de «l'euthanasie» des improductifs comme les rentiers signifie peut-être l'avènement de l'éthique⁹. En tout cas il est sa condition nécessaire.